

Chapitre 2 : La poursuite

Section 1 : La poursuite par le Ministère public

❖ L'information du MP

Avant de pouvoir engager des poursuites, le MP doit être informé des faits délictueux.

❖ *Rumeur publique, presse, PV des OPJ, plainte de la partie lésée, le coupable*

❖ *Cinq règles favorisent l'information du MP :*

- a) *Aucune exigence de forme s'agissant des plaintes et des dénonciations*
- b) *La loi impose parfois la dénonciation : (articles 434-1CP, 434-2 CP, 434-3 CP) sous peine de sanctions pénales :*
 - *Crime ou délit dont on peut prévenir ou limiter les effets*
 - *Privation ou sévices infligé à un mineur de quinze ans*
 - *Atteinte aux intérêts de la nation.*

Voir aussi article 40CPP s'agissant de toute autorité constituée et des fonctionnaires pour les crimes et délits découverts dans le cadre de leurs missions. Puis Article L225-240 Code de commerce s'agissant des commissaires aux comptes pour des faits délictueux découverts par eux dans l'exercice de leurs fonctions.
- c) *Article 40-3 CPP : toute personne ayant dénoncé des faits délictueux, dispose d'un recours contre la décision de classement sans suite du PR*
- d) *Avantages pénaux accordés aux dénonciateurs* : *justification de la violation du secret professionnel, exemption ou diminution de peine.*
- e) *Instauration du bureau d'ordre national automatisé des procédures judiciaires visant à assuré une et gestion et un suivi des procédures judiciaire pour éviter une double poursuite.*

I. Les pouvoirs du MP dans l'engagement des poursuites

a. L'admission du principe de l'opportunité des poursuites

1. L'affirmation du principe

La règle de l'opportunité des poursuites est aujourd'hui l'un des dogmes les mieux assurés de notre droit positif.

Trois précisions s'imposent :

- *La règle de l'opportunité ne joue qu'au stade de l'engagement des poursuites. Une fois lancées, elles ne peuvent être arrêtées que par une décision juridictionnelle (Non lieue...). Le MP ne peut renoncer aux recours que la loi lui ouvre ni se désister de celles qu'il a lancées.*
- *Des circulaires invitent le MP à poursuivre dans tel ou tel cas.*
- ***La loi du 9 mars 2004*** impose une réponse du MP dans tous les cas :
 - *Engagement des poursuites*
 - *Procédure alternative aux poursuites*
 - *Classement sans suite (motivation obligatoire)*

2. L'application du principe. Le classement sans suite

i. Le classement sans suite ordinaire

❖ Principe

Le classement sans suite intervient toutes les fois qu'il y a une impossibilité légale des poursuites, ou que jouent des considérations d'opportunité.

❖ Les motifs du classement

- *La victime a pu par son attitude contribuer à la réalisation de l'infraction ou bien retire sa plainte*
- *Le délinquant est une personne honorable car il a remboursé la victime*
- *Le préjudice est médiocre car moins grave est l'infraction, moins graves sont les chances de poursuite*

Le MP dispose d'une certaine marge d'appréciation sans oublier que le principe reste la poursuite.

❖ Les effets du classement

Le MP doit aviser le plaignant et la victime de sa décision. Cette décision est une décision administrative, il n'y a pas de recours judiciaire mais un recours hiérarchique formé auprès du PG. La victime peut également se constituer partie civile.

❖ La pratique du classement

Il représente 80% des affaires adressées au MP.

ii. Le classement sans suite lié au succès d'une réponse alternative

❖ Principe

L'idée de base est d'instituer entre poursuit et classement classique, une « troisième voie » pour traiter des affaires certes pas trop graves mais pour lesquelles il convient d'apporter tout de même une réponse pénale sans encombrer les tribunaux surchargés. Le MP fait donc appel à des alternatives aux poursuites et il décidera du classement une fois que l'intéressé a accompli les prestations qui lui étaient demandées d'exécuter par le PR.

❖ Mise en œuvre depuis les lois du 23 juin 1999, 9 mars 2004 et 12 décembre 2005

❖ Modalités de l'article 41-1 CPP : la médiation pénale

⇒ Principe

Voie médiane entre le classement sans suite et la poursuite pénale, la médiation pénale constitue une réponse judiciaire à des infractions comme les dégradations, les violences légères, les contentieux familiaux mineurs ou les contentieux de voisinage. La médiation pénale est organisée à l'initiative du procureur de la République et se déroule dans un tribunal, une association, une maison ou une antenne de justice.

⇒ Ces litiges sont :

- injures, menaces, tapage nocturne,
- violence légère, vol simple,
- dégradation mobilière, immobilière,
- non paiement de pension alimentaire et non présentation d'enfant.

Le litige doit avoir fait l'objet d'une plainte. Les faits doivent être simples, clairement établis et constitutifs d'une infraction.

L'auteur doit avoir reconnu les faits.

⇒ Aide juridictionnelle

- *Il est possible de demander à bénéficier de l'aide juridictionnelle afin de financer l'assistance de son avocat au cours d'une procédure de médiation pénale.*
- *Cette aide peut être accordée aussi bien à la victime qu'à la personne mise en cause.*

⇒ Rôle du médiateur pénal

- *Le médiateur pénal est mandaté par le Parquet et intervient de façon neutre et objective. Il doit faciliter le règlement amiable entre l'auteur et la victime d'une infraction pénale.*

- *Il confronte le délinquant et sa victime à une même audience et procède à un rappel immédiat de la loi.*
- *Il définit également les modalités de réparation envers la victime.*

⇒ Déroulement de la procédure

- *Le médiateur convoque chacune des deux parties (auteur et victime de l'infraction) à un entretien individuel.*
- *Il procède à un rappel à la loi et explicite la procédure de médiation.*
- *Les parties peuvent être assistées par un avocat si elles le souhaitent.*
- *Lors d'une convocation ultérieure, les parties tentent, avec l'aide du médiateur pénal, de parvenir à une solution amiable (versement de dommages et intérêt, excuses par exemple).*
- *Les deux parties peuvent ne pas répondre aux convocations ou refuser la tentative de médiation.*
- *En cas d'accord, le médiateur constate l'accord dans un écrit signé par l'auteur et la victime. Il vérifie l'exécution des termes de l'accord et adresse au parquet un rapport sur l'issue de la médiation.*
- *En cas de désaccord ou de non respect des termes de l'accord signé, le médiateur en rend compte par écrit au parquet.*

⇒ A l'issue de la procédure

- *L'aboutissement positif de la médiation permet de classer l'affaire sans qu'il y ait extinction de l'action publique.*
- *En cas de non réponse aux convocations, de refus de la procédure ou de désaccord sur les modalités de réparation, le procureur de la République décide de la suite à donner à la plainte : poursuite pénale ou classement de l'affaire.*

❖ Modalités des articles 41-2 et 41-3 CPP : la composition pénale

- *C'est une procédure qui permet au procureur de la République de proposer une ou plusieurs mesures à une personne reconnaissant avoir commis certains délits ou contraventions.*
- *Elle peut être appliquée aux mineurs de plus de 13 ans lorsqu'elle paraît adaptée à la personnalité de l'intéressé et sous certaines conditions précises.*
- *La procédure de composition pénale est applicable à l'ensemble des contraventions et aux délits punis d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à 5 ans.*

⇒ Délits

- **Les délits concernés sont notamment :**
 - *violences ayant entraîné une incapacité de travail,*
 - *menaces, appels téléphoniques malveillants,*

- *abandon de famille, atteinte à l'exercice de l'autorité parentale,*
- *vol simple, délit de filouterie, délit de recel,*
- *port illégal d'une arme,*
- *détournement de gage, d'objet saisi,*
- *destructions, dégradations et détériorations,*
- *menaces de destruction, fausses alertes,*
- *outrages contre une personne chargée d'une mission de service public,*
- *séviesses contre animaux,*
- *usage illicite de stupéfiants ou délit de conduite sous l'empire d'un état alcoolique.*

⇒ Exclusion

La procédure de composition pénale ne s'applique pas aux délits d'homicides involontaires, aux délits de presse et aux délits politiques.

⇒ Exemples de mesures proposées

▪ *L'amende de composition pénale*

- *Le procureur de la République peut proposer le versement d'une amende au Trésor public dont le montant maximum ne peut excéder celui de l'amende encourue.*
- *Son montant est fixé en fonction de la gravité des faits ainsi que des ressources et des charges de la personne.*
- *Le paiement peut être échelonné selon un échéancier fixé par le procureur de la République sur une période maximale d'un an.*

▪ *Autres mesures pouvant être proposées pour les délits*

- *Le procureur de la République peut proposer à l'auteur du délit d'effectuer, au profit de la collectivité, un travail non rémunéré pour une durée maximale de 72 heures dans un délai n'excédant pas 6 mois.*
- *Il peut également proposer :*
 - *un stage ou une formation dans un organisme sanitaire, social ou professionnel, pour une durée maximale de 3 mois et dans un délai qui ne peut être supérieur à 18 mois,*
 - *un stage de citoyenneté,*
 - *le dessaisissement au profit de l'Etat de la chose ayant servi ou destinée à commettre l'infraction ou qui en est le produit,*
 - *la remise au greffe du tribunal de grande instance du permis de chasser ou du permis de conduire pour une période maximale de 6 mois.*
- *Dans tous les cas, si la victime est identifiée, le procureur de la République doit proposer à l'auteur des faits de réparer les dommages causés par l'infraction dans un délai maximal de six mois. Il informe la victime de cette proposition.*

⇒ Exemples de mesures proposées pour les contraventions

Ce sont les mêmes que celles proposées pour les délits mais dans des limites de durée réduites.

Le procureur de la République peut proposer pour les contraventions de cinquième classe les mesures suivantes :

- *la remise du permis de conduire ou du permis de chasser pour une durée de 3 mois maximum,*
- *un travail non rémunéré d'une durée de trente heures maximum et qui doit être effectué dans le délai de 3 mois.*
- *Dans tous les cas, il peut également proposer :*
- *une amende dont le montant ne peut excéder le montant maximal de l'amende encourue,*
- *un stage de citoyenneté ou un stage de formation dans un service ou un organisme sanitaire, social ou professionnel.*

⇒ Procédure

▪ *Proposition de la composition pénale*

- *Le procureur de la République peut proposer, directement ou par l'intermédiaire d'une personne habilitée, une composition pénale à l'auteur d'une infraction tant que l'action publique n'a pas été engagée.*
- *Si elle est portée à la connaissance de l'auteur des faits par l'intermédiaire d'un officier de police judiciaire, elle doit faire l'objet d'une décision écrite et signée par le procureur qui doit préciser la nature et le nombre des mesures proposées.*
- *La composition pénale peut être proposée dans une maison de justice et du droit.*
- *L'auteur des faits et la victime peuvent demander l'aide juridique.*
- *La personne concernée est informée qu'elle peut se faire assister par un avocat avant de donner son accord à la proposition du procureur. L'accord est consigné dans un procès-verbal dont une copie est transmise à l'intéressé.*

▪ *Acceptation de la composition pénale*

- *Si la composition pénale est acceptée, le procureur de la République saisit le président du tribunal (délits) ou le juge d'instance (contraventions) pour valider cette composition pénale. L'auteur des faits et, le cas échéant, sa victime sont informés de cette saisine.*
- *Le magistrat peut également procéder à l'audition de ces personnes assistées, le cas échéant, de leur avocat.*
- *Si le magistrat rend une ordonnance validant la composition, les mesures décidées sont mises à exécution.*
- *Si le magistrat ne valide pas la composition, la proposition devient caduque. Cette décision, notifiée à l'auteur des faits et à la victime, n'est pas susceptible de recours.*

▪ *Refus ou non exécution*

- *Si l'auteur des faits n'accepte pas la composition pénale ou si après avoir donné son accord, il n'exécute pas intégralement les mesures décidées, le procureur de la République engage une action devant les juridictions pénales.*
- *En cas de condamnation, il est tenu compte, s'il y a lieu, du travail déjà effectué et des sommes éventuellement versées à la victime.*

▪ *Conséquences de la procédure*

- *Les actes tendant à la mise en œuvre ou à l'exécution de la composition pénale interrompent le délai de prescription de l'action pénale.*
- *Les compositions pénales exécutées sont inscrites au bulletin n°1 du casier judiciaire.*
- *Par ailleurs, l'exécution de la composition pénale éteint l'action publique, et rend de ce fait toute poursuite impossible.*
- *Toutefois, la victime conserve son droit à demander des dommages et intérêts devant le tribunal correctionnel. Elle a également la possibilité de demander, au vu de l'ordonnance de validation, le recouvrement, par la procédure d'injonction de payer, des sommes que l'auteur des faits s'est engagé à lui verser*

▪ *Cas particulier des mineurs d'au moins treize ans*

- *Les mineurs de plus de 13 ans peuvent faire l'objet d'une composition pénale dans le respect de certaines conditions lorsque c'est adapté à leur personnalité.*
- *La proposition du procureur de la République doit également être faite aux représentants légaux du mineur et obtenir l'accord de ces derniers. L'accord du mineur et de ses représentants légaux doit être accueilli en présence d'un avocat désigné.*
- *Avant validation de la composition pénale, le juge des enfants peut, soit d'office, soit à leur demande, procéder à l'audition du mineur ou de ses représentants légaux. Dans ce cas, l'audition est de droit. La décision du juge des enfants est notifiée à l'auteur des faits et à ses représentants légaux et, le cas échéant, à la victime.*
- *Les mesures suivantes peuvent également être proposées au mineur au titre de la composition pénale :*
 - *accomplissement d'un stage de formation civique,*
 - *suivi régulier de la scolarité ou d'une formation professionnelle,*
 - *respect d'une décision du juge de placement dans une institution ou un établissement public ou privé d'éducation ou de formation professionnelle habilitée,*
 - *consultation d'un psychiatre ou d'un psychologue,*
 - *exécution d'une mesure d'activité de jour.*
- *La durée d'exécution des mesures proposées aux mineurs ne peut dépasser un an.*

b. Les limites au principe de l'opportunité des poursuites

1. Les interdictions de poursuivre

a) L'action publique subordonnée à l'accomplissement d'une formalité

❖ Plainte

⇒ Plainte de la victime

- *C'est par une survivance du système de l'accusation privée que la loi subordonne la poursuite de certaines infractions à la plainte de la victime.*
- *La plainte se justifie en général par des motifs de pur intérêt privé :*
 - *Diffamation, injure*
 - *Atteinte à la vie privée*
 - *Chasse sur le terrain d'autrui*
 - *Délit contre un particulier commis à l'étranger par un Français*

⇒ Plainte de l'administration

- *Il s'agit d'intérêt fiscal ou monétaire :*
 - *Atteinte au crédit de la Nation (plainte du Ministre des finances, représentants légaux d'une CT)*
 - *Contrôle des changes (relation financières avec l'étranger) (plainte Ministre des finances)*
 - *Infractions fiscales (plainte de l'Administration)*
- *La jurisprudence tient beaucoup à ce que l'exigence d'une plainte préalable soit respectée.*

❖ Autorisation

- *Il faut une autorisation pour pouvoir poursuivre trois types de personnes :*
 - *Membres des Assemblées (poursuite libre même si possibilité de suspension de l'Assemblée ; autorisation pour arrestation et autres mesures restrictives de liberté)*
 - *Président de la République (Mise en accusation par les deux Assemblées pour Haute trahison)*
 - *Ministres (PG de la cour de cassation après avis conforme de la commission des requêtes pour infractions commises dans le cadre leurs fonctions)*

❖ Mise en demeure

- *Délit d'abandon d'enfants sans motif grave pendant plus de deux mois. La poursuite n'intervient que 8 jours après l'interpellation du délinquant par un OPJ*
- *Infractions en matière de sécurité sociale : mise en demeure de régularisation de la situation de l'intéressé dans le mois. Idem en droit du travail en matière d'hygiène ou de sécurité.*

❖ Avis d'une autorité

- *Pour certains délits maritimes (avis conforme de l'administration de l'inscription maritime)*
- *Délits d'initiés ou délits d'atteintes à la transparence des marchés (avis de l'autorité des marchés financiers)*
- *Infractions militaires en temps de paix relevant des juridictions militaires (avis M. Défense ou de l'autorité militaire habilitée par lui)*
-

ii. L'action publique subordonnée au jugement d'une autre juridiction

- *Il s'agit des problèmes relatifs à la question préjudicielle que nous aborderons dans la phase du jugement.*
- *Elles ne font pas obstacle aux déclenchements des poursuites mais au prononcé du jugement. La juridiction doit surseoir à statuer.*

2. Les obligations de poursuivre

- *Application du principe hiérarchique* : le PR doit poursuivre sur l'ordre du M. justice ou du PG
- *La constitution de partie civile met en mouvement l'action publique*
- *La chambre d'instruction qui ordonne l'extension des poursuites.*

II. La mise en œuvre des poursuites par le MP

A. La poursuite des majeurs

1. Le mode de poursuite applicable aux affaires complexes : le réquisitoire introductif

a) Domaine d'application du réquisitoire introductif

- *Lorsqu'il s'agit d'un crime, le réquisitoire introductif est le seul moyen de poursuite. L'information est en effet obligatoire pour la poursuite des crimes (Article 79 CPP)*
- *Lorsqu'il s'agit d'un délit, l'instruction est facultative. Le RI est toutefois obligatoire dans deux cas :*
 - *Présomption de complexité de l'affaire*
 - *Auteur supposé des faits inconnu ou en fuite (nécessité d'un mandat d'arrêt)*
- *Lorsqu'un choix est possible, ce dernier est irrévocable car le PR est dessaisi.*

ii. Conditions de forme du réquisitoire introductif

- *Peu formaliste, il s'agit d'un acte par lequel le PR requiert le JI d'informer contre un individu déterminé ou non sur une ou plusieurs infractions.*
- *Forme : article 80, al. 2 CPP.*
- *Les documents annexés doivent faire état d'une infraction certaine.*
- *Le PR peut requérir l'accomplissement de certains actes (article 131 CPP, article 82 CPP)*
- *Date et signature.*

2. Les modes de poursuite applicables aux affaires simples

a) La voie lente avec audience : la citation directe

❖ Définition

La citation directe est une procédure simple qui permet à la victime ou au ministère public de saisir directement le tribunal en informant le prévenu des coordonnées de l'audience. Il est alors possible de faire juger une contravention par le tribunal de police ou un délit par le tribunal correctionnel sans avoir à demander au procureur de la République de faire une enquête ou à saisir un juge d'instruction.

❖ Domaines

- *Les faits doivent être simples. Ils doivent constituer une infraction pénale, délit ou contravention.*
- *Le demandeur doit disposer :*
 - *des éléments suffisants pour prouver la culpabilité de l'auteur sans enquête complémentaire,*
 - *des éléments prouvant l'étendue du préjudice.*
- *Il convient de prendre conseil auprès d'un avocat pour savoir comment justifier de son préjudice (existence, étendue).*
- *C'est une procédure simple et rapide.*
- *Le demandeur ne dispose pas du soutien d'une enquête judiciaire, il peut être poursuivi pour dénonciation calomnieuse par son adversaire si sa culpabilité n'est pas retenue par le tribunal.*

❖ Coût

- *A l'audience, le tribunal fixera la somme que le demandeur devra verser pour frais de procédure (consignation) sauf s'il bénéficie de l'aide juridictionnelle.*
- *La partie civile sera remboursée si la constitution de partie civile n'était ni abusive ni dilatoire (action engagée avec légèreté ou mauvaise foi).*
- *Si une relaxe est prononcée après citation directe de la partie civile, le tribunal correctionnel peut condamner la partie civile, sur réquisitions du procureur de la République, au paiement d'une amende civile s'il considère que la citation était abusive ou dilatoire.*

❖ Mise en œuvre de la citation

- *C'est un acte remis à l'auteur de l'infraction par un huissier de justice, rédigé en général par un avocat, et invitant cette personne à se présenter devant le tribunal compétent.*
- *La citation doit préciser :*

- les noms, prénoms, profession, domicile de la partie civile,
- ses griefs,
- la nature de l'infraction et les textes de loi qui la punissent.
- La citation doit aussi préciser le lieu, l'heure et la date de l'audience.
- La citation directe interrompt les délais de saisie de la justice pénale.

ii. Les voies rapides et avec audience : la convocation par PV, la comparution immédiate, le plaidoyer de culpabilité

❖ La convocation par PV et la comparution immédiate

⇒ Domaine d'application

▪ Règles communes :

- Exclusion pour les crimes et pour les contraventions, infractions commises par les mineurs, infractions politiques et de presse, infractions dont la procédure est prévue par un texte spécial (délits forestiers, maritime...)
- Exclusion lorsqu'une instruction préparatoire est nécessaire

▪ Règles propres à la comparution immédiate :

- La peine encourue par l'auteur du délit doit être comprise entre 2 et 10 ans si le fait n'est pas flagrant et entre 6 mois et 10 ans dans le cas où le délit est flagrant. (395CPP)
- L'on doit tenir compte des circonstances aggravantes dans le calcul

⇒ Rôle du procureur de la République

▪ Règles communes :

- Le MP doit faire connaître à l'intéressé les faits qui lui sont reprochés. Il reçoit ses déclarations s'il en fait la demande.
- Choix entre les deux procédures
- Avis à l'intéressé de son droit d'être assisté par un avocat, communication immédiate des pièces du dossier. Mention PV. Avis par tout moyen de la date de l'audience

▪ Règles propres à la convocation par PV :

- Faveur du législateur car : économie d'un acte d'huissier, simplicité
- Obligation : comparution avec un avocat dans un délai de 10 jours à 2 mois.
- Droit de la défense respectés : l'avocat est informé par tout moyen de la date et l'heure de l'audience et peut consulter le dossier à tout moment.

- Faculté: placement du prévenu sous contrôle judiciaire sous présentation du prévenu devant le JLD.

▪ *Règles propres à la comparution immédiate :*

• *Articles 395 et 397-5 CPP*

- *Choisis si une mesure de détention provisoire est nécessaire*
- *Hypothèse 1 : réunion tribunal impossible le jour où le prévenu est présenté au parquet :* Appel au JLD pour la mesure de détention provisoire. Si refus Contrôle judiciaire. Si OK : ordonnance motivée, notification verbale, comparution le troisième jour ouvrable suivant, à peine de remise en liberté.
- *Hypothèse 2 : Réunion tribunal possible le jour de la présentation au parquet, audience le deuxième jour ouvrable suivant l'ordonnance de mise en détention.*

❖ *Le plaider de culpabilité*

- *La procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité est une procédure qui permet au procureur de la République pour certaines infractions de proposer, directement et sans procès, une ou plusieurs peines à une personne majeure, qui reconnaît les faits qui lui sont reprochés.*
- *Cette procédure est applicable aux personnes, qui ont commis un délit puni d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de cinq ans.*
- *Elle n'est pas applicable :*
 - *aux mineurs de moins de dix-huit ans,*
 - *en cas de délits d'homicides involontaires, de délits de presse, de délits politiques ou de délits dont la procédure est prévue par une loi spéciale.*
- *C'est le procureur de la République, qui décide de recourir à cette procédure de lui même, ou à la demande de l'intéressé ou de son avocat.*

⇒ *Déroulement de la procédure*

L'intéressé est convoqué, ou présenté, auprès du procureur de la République. Il est informé qu'il doit obligatoirement être assisté de son avocat ou, s'il le demande, d'un avocat désigné par le bâtonnier de l'ordre des avocats. Les frais d'avocat sont à sa charge sauf s'il remplit les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle.

⇒ *La phase de proposition*

- *Le procureur de la République propose à la personne, qui a reconnu les faits qui lui sont reprochés, d'exécuter une ou plusieurs peines principales ou complémentaires. Il tient compte de sa personnalité et de la nature de son infraction.*
- *Il peut proposer :*
 - *soit une peine d'emprisonnement dont la durée ne peut être supérieure à un an, ni excéder la moitié de la peine encourue. S'il propose une peine de prison ferme, il doit préciser si elle sera immédiatement mise à exécution ou si l'intéressé sera convoqué devant le juge de l'application des peines pour que soient déterminées ses modalités d'exécution (notamment : semi liberté, placement sous surveillance électronique).*

- soit une peine d'amende, dont le montant ne peut être supérieur à celui de l'amende encourue. Les charges et les revenus de la personne doivent être pris en compte.
- Ces peines peuvent être assorties d'un sursis. Le procureur de la République peut également proposer des peines complémentaires.
- Les déclarations par lesquelles l'intéressé reconnaît les faits qui lui sont reprochés sont recueillies dans un procès-verbal.

⇒ Décision de l'auteur des faits

- L'intéressé peut s'entretenir librement avec son avocat avant de faire connaître sa décision. Il dispose de trois possibilités : **demande un délai de réflexion, accepte ou refuse la proposition.**
- En effet, l'auteur des faits a le droit de demander un délai de réflexion de dix jours avant de faire connaître sa décision au procureur de la République.
- Ce dernier peut alors décider de le présenter, sous certaines conditions, devant le juge des libertés et de la détention pour que celui-ci ordonne:
 - soit son placement sous contrôle judiciaire,
 - soit son placement en détention mais à condition que l'une des peines proposées soit égale ou supérieure à deux mois d'emprisonnement ferme, et que le procureur ait demandé sa mise à exécution immédiate.
- Dès lors, la nouvelle comparution de l'intéressé devant le procureur doit avoir lieu dans un délai compris entre dix et vingt jours à compter de la décision du juge des libertés et de la détention.
- Par ailleurs, l'intéressé peut refuser les propositions de peines qui lui ont été faites par le procureur. Ce dernier doit alors saisir le tribunal correctionnel pour engager des poursuites.
- Enfin, si la personne accepte la ou les peines proposée(s), le procureur de la République doit saisir le président du tribunal de grande instance, ou le juge délégué par lui, d'une requête en homologation.

⇒ La phase d'homologation

- L'auteur des faits et son avocat sont entendus par le président du tribunal qui, après avoir vérifié la réalité des faits et leur qualification juridique, doit se prononcer le jour même, par ordonnance motivée.
- Le juge peut décider d'homologuer ou refuser d'homologuer la proposition du procureur. Il ne peut ni la modifier, ni la compléter. L'audience est publique. La présence du procureur de la République n'est pas obligatoire à cette audience.
- S'il décide d'homologuer la proposition de peine, il rend une ordonnance d'homologation. Elle produit les mêmes effets qu'un jugement et elle est immédiatement exécutoire. L'ordonnance doit être notifiée à l'intéressé qui dispose alors d'un délai de dix jours pour faire appel.
- S'il rend une ordonnance de refus d'homologation, le procureur de la République doit saisir, sauf élément nouveau, le tribunal correctionnel afin d'engager des poursuites.

⇒ Appel de l'ordonnance d'homologation

- *En cas d'appel de l'ordonnance d'homologation, la chambre des appels correctionnels statue sur le fond de l'affaire. Elle ne peut prononcer une peine plus sévère que celle homologuée par le président du tribunal de grande instance, ou son juge délégué, sauf si l'appel est formé par le ministère public.*

*⇒ **Prise en compte des intérêts de la victime***

- *Si la victime de l'infraction est connue, elle doit être informée sans délai de la mise en œuvre de la procédure de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.*
- *Elle peut alors se constituer partie civile et demander réparation de son préjudice. Elle est entendue, accompagnée le cas échéant de son avocat, lors de la phase d'homologation par le président du tribunal de grande instance, ou son juge délégué.*
- *Après avoir entendu les observations de toutes les parties, le président statue sur la demande d'homologation et sur la demande de dommages et intérêts de la victime.*
- *Néanmoins, si la victime n'a pu faire valoir son droit durant la phase d'homologation, le procureur de la République doit l'informer qu'elle peut demander une audience auprès du tribunal correctionnel pour qu'il statue sur sa demande.*

iii. Procédure rapide et sans audience, procédures simplifiées : l'ordonnance pénale de l'amende forfaitaire

❖ L'ordonnance pénale

L'ordonnance pénale est une procédure simplifiée applicable aux contraventions de police à l'exception de celles prévues par le code du travail, de celles commises par les mineurs, de celles où la victime s'est directement adressée au tribunal de police.

⇒ Mise en œuvre

- *Le juge délivre une ordonnance portant soit relaxe, soit condamnation à une amende ainsi que, le cas échéant, à une ou plusieurs des peines complémentaires encourues (retrait du permis de conduire par exemple).*
- *L'ordonnance est adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, au prévenu.*
- *Le prévenu dispose de trente jours :*
 - *pour acquitter l'amende et le droit fixe de procédure au comptable du Trésor public,*
 - *ou faire opposition par lettre adressée au greffe du tribunal.*
- *En cas de non-paiement, le comptable du Trésor public procède au recouvrement de l'amende à l'issue du délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée.*

Code de procédure pénale articles 524 à 528-2

❖ L'amende forfaitaire

- *L'amende forfaitaire" est la procédure simplifiée qui permet à un contrevenant d'éviter des poursuites pénales par le paiement d'une somme forfaitaire.*
- *Elle concerne la majeure partie des contraventions des 4 premières classes, sauf Lorsque les contraventions encourues excèdent 1500 €*
 - *S'il y a eu dommages matériels ou corporels,*
 - *S'il y a possibilité de peine d'emprisonnement, suspension, annulation du permis*
- *L'amende forfaitaire peut être minorée (-30 %) pour la plupart des contraventions (sauf celles relatives au stationnement) si le contrevenant paie sur-le-champ ou dans les trois jours.*
- *Après ce délai, l'amende forfaitaire rejoint son "tarif normal".*
- *L'amende forfaitaire est majorée lorsque les délais de paiement n'ont pas été respectés par le contrevenant*

⇒ Contestation de l'amende forfaitaire

- *Si un usager conteste la réalité de l'infraction, il peut transmettre (sans payer l'amende) une requête en exonération, par courrier simple, auprès du service indiqué au recto de la carte de paiement, dans les 45 jours suivant la constatation de l'infraction ou l'envoi de l'avis d'amende.
L'usager doit transmettre :*
 - *une lettre précisant les motifs de sa réclamation,*
 - *la carte-lettre, après avoir complété la demande de renseignements au verso,*
 - *l'avis de contravention.*
- *En cas d'amende radar, le contrevenant peut demander, avant de formuler sa requête en exonération, la photographie de l'infraction au centre automatisé de constatation des infractions routières (CACIR) dont l'adresse figure sur l'avis de contravention*

⇒ Contestation de l'amende forfaitaire majorée

*L'amende forfaitaire majorée peut faire l'objet d'une réclamation motivée, par lettre recommandée avec accusé de réception, auprès de l'officier du Ministère Public près du Tribunal de police, à l'adresse figurant sur l'avis d'amende, dans les 30 jours suivant l'envoi de l'avis.
Cette réclamation doit être accompagnée de l'original de l'avis d'amende forfaitaire majorée.*

⇒ Cas particulier des infractions relatives au non respect des limitations de vitesse, distances de sécurité, feux rouges et voies réservées

- ⇒ Des dispositions particulières s'appliquent aux requêtes en exonération et aux réclamations motivées portant sur les infractions relatives au non respect des limitations de vitesse, distances de sécurité, feux rouges et voies réservées :*
- *la requête en exonération s'effectue au moyen du formulaire cerfa n° 12277*02, adressé en accompagnement de l'avis d'amende,*

- *toute requête en exonération ou réclamation motivée n'est recevable qu'à la condition d'être adressée, par le titulaire de la carte grise du véhicule concerné, par lettre recommandée avec accusé de réception,*
- *le contrevenant doit acquitter une somme, appelée consignation, d'un montant égal à celui de l'amende forfaitaire ou de l'amende forfaitaire majorée.*
- *Le justificatif de ce paiement doit être joint à la requête ou réclamation.
N'est pas tenu de payer cette consignation, le contrevenant qui peut produire :*
- *un récépissé de dépôt de plainte pour vol, destruction de véhicule ou usurpation de plaque d'immatriculation,*
- *ou la copie de la déclaration de destruction de véhicule,*
- *ou une lettre précisant l'identité, l'adresse et la référence du permis de conduire de la personne qui conduisait le véhicule lors de l'infraction.*

⇒ Traitement des contestations par le juge

⇒

- *En réponse à ces requêtes en exonération ou réclamation motivée, le juge peut, soit :*
 - *prononcer l'irrecevabilité de la demande,*
 - *prononcer la relaxe du contrevenant,*
 - *condamner le contrevenant à une amende et éventuellement à des peines complémentaires, telle que la suspension du permis de conduire,*
 - *renoncer à toute poursuite et classer sans suite l'infraction.*
- *En cas de classement sans suite ou de relaxe d'une contravention relevant du cas particulier des infractions précitées :*
Le montant de la consignation est remboursé au titulaire du certificat d'immatriculation, s'il en fait la demande auprès du Trésor Public.

b. La poursuite des mineurs

1. Principe

❖ Principe : particularisme.

- *Instruction nécessaire pour toutes les infractions sauf les contraventions des 4 premières classes.
L'instruction est confiée au JI spécialisé ou au JE.*
- *Face à l'engorgement des cabinets des magistrats : création de nouvelles techniques de poursuite dans le but d'accélérer les jugements.*

2. Modalités

- *Le réquisitoire et la requête subsistent mais la citation directe, la convocation par PV, et comparution immédiate sont exclues.*

❖ Convocation par OPJ aux fins de jugement par le juge des enfants

⇒ Procédure de jugement accélérée

- *Elle s'applique quand les faits sont clairement établis et que les investigations sur la personnalité du mineur sont effectuées et sont suffisantes.*
- *Le juge des enfants doit s'assurer que le mineur est assisté d'un avocat.*
- *Cette procédure ne nécessite pas d'instruction préalable. Toutefois, elle ne s'applique pas aux délits et aux crimes commis par les mineurs.*

⇒ Convocation du mineur

- *Le mineur peut être convoqué par le juge des enfants ou par un officier de police judiciaire aux fins de jugement.*
 - *Le procès-verbal constatant la convocation doit être signé par le mineur et par ses parents.*
 - *Le délai entre la date de délivrance de la convocation et le jour fixé pour la comparution devant le juge des enfants est d'au moins dix jours.*
- *A l'issue de la procédure, le juge des enfants prononce la relaxe si :*
 - *l'infraction reprochée au mineur n'est pas établie.*
 - *Il peut déclarer le mineur coupable et prononcer immédiatement:*
 - *une dispense de toute mesure, si le reclassement du mineur est acquis, le dommage est réparé et le trouble résultant de l'infraction a cessé,*
 - *une admonestation (blâme verbal).*

⇒ Mesures prises par le juge des enfants

- *Il peut décider de remettre le mineur à son représentant légal ou à un tiers digne de confiance.*
- *Le juge des enfants peut prononcer une mesure ou activité d'aide ou de réparation à l'égard de la collectivité ou de la victime (l'accord de celle-ci est alors indispensable).*
- *Le juge doit avoir préalablement recueilli les observations du mineur et de ses parents.*

Césure pénale ou report du jugement

- *Le juge des enfants peut renvoyer l'affaire à une prochaine audience, au plus tard dans les six mois:*
 - *s'il estime que les investigations sur la personnalité du mineur et sur les moyens appropriés à sa rééducation ne sont pas suffisantes,*
 - *ou s'il envisage de placer le mineur sous protection judiciaire ou dans un établissement spécialisé.*
- *Il y a alors "césure" du procès pénal.*
- *Le mineur est déclaré coupable dans un premier temps et le juge statue sur les dommages-intérêts éventuellement demandés par la victime.*
- *La mesure éducative ou la peine ne sera prononcée que dans un second temps.*
- *Le juge des enfants peut alors ordonner, à titre provisoire, le placement dans un établissement spécialisé, une mesure de liberté surveillée ou une mesure d'aide ou de réparation.*
- *Ces mesures nécessitent l'accord préalable du mineur et de ses parents.*
- *Un procès-verbal constatant cet accord est joint à la procédure.*

❖ Comparution à délai rapproché

- *La comparution à délai rapproché est une procédure de jugement plus rapide des mineurs ayant déjà eu affaire au juge des enfants.*
- *Trois conditions doivent être réunies:*
 - *l'affaire concerne un délit,*
 - *les investigations sur la personnalité du mineur ont déjà été accomplies et sont suffisantes,*
 - *les faits reprochés sont clairement établis.*

⇒ Comparution à délai rapproché

- *Le délai entre la mise en examen du mineur et son jugement en seconde audience est compris entre un mois et trois mois.*
- *Le juge doit notifier au mineur le lieu, la date et l'heure de l'audience et remettre une copie du procès-verbal de notification au mineur et à son avocat.*
- *Les parents doivent en être avisés.*

Section 2 : La poursuite par la partie lésée

I. Conditions de la constitution de partie civile

A. Conditions de fond

1. Exclusion de la constitution de partie civile en cas d'irrecevabilité de l'action publique

a) Cas où l'action publique n'a pu naître

- En ce cas la constitution de partie civile est exclue. C'est le cas des infractions commises à l'étranger mais non punissable en France. (Article 113-6 et S. CP), couverte par une immunité.

ii. Cas où l'action publique est éteinte

- L'exercice de l'action civile est alors impossible. Toutefois si l'extinction de l'action publique tient à la prescription, l'action civile est irrecevable au pénal mais pas au civil.
- Extinction à cause de la chose jugée, décès du prévenu, abrogation de la loi pénale :
 - **La victime veut agir après** : la voie pénale lui est radicalement fermée
 - **La victime a déjà agi** : si un premier jugement a été rendu, le JP reste saisi, sinon juge civil.

2. Exclusion de la constitution de partie civile devant les juridictions d'exception

- **Principe** : les juridictions d'exception sont incompétentes en la matière (ex : TA lorsqu'ils statuent sur l'action publique)
- **Exception** : juridiction des mineurs, juridictions militaires par voie d'action en temps de paix et en temps de guerre, les juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire.

3. Exclusion de la constitution de partie civile après utilisation de la voie civile

❖ Principe

- **Interdiction pour la victime de passer de la voie civile à la voie pénale (le droit d'option)**

❖ Tempéraments au principe

- Cinq tempéraments :
 - L'interdiction ne joue pas si le tribunal civil est une juridiction étrangère, ou incompétente (si française)

- *Si la victime ignorait le caractère pénal du fait dommageable. Il ne faut pas qu'un jugement au fond soit rendu*
- *L'interdiction ne vaut que pour les affaires ayant le même objet, la même cause, ou les mêmes parties. Rien ne l'empêche d'agir au pénal lorsque l'action est différente par son objet, sa cause ou ses sujets.*
- *L'interdiction ne joue pas tant que le débat civil n'a pas été lié au fond par un échange de conclusion*
- *Elle n'est pas d'ordre public, la règle doit donc être invoquée avant toute défense au fond et ne saurait être soulevée pour la première fois en appel ou en pourvoi.*

b. Conditions de forme

1. La voie de l'intervention

- *L'action publique a déjà été mise en mouvement par le MP. La victime peut intervenir :*
 - *La victime peut se manifester au moment de l'enquête de police : elle peut formuler une demande en restitution ou de DI auprès d'un OPJ ou d'un APJ. Cette demande vaut constitution de partie civile. Nul besoin de formuler une demande d'intervention ou de comparaître à l'audience.*
 - *A tout moment au cours de l'instruction : devant le JI ou la CI, même sur une qualification différente de celle retenue par le parquet. >> Constitution de partie civile incidente. Elle n'est possible qu'à raison des seuls faits pour lesquels l'information a été ouverte.*
 - *Devant la juridiction de jugement : par déclaration au greffe, lettre recommandée 24 h avant l'audience. Elle peut aussi le faire pendant l'audience jusqu'à la clôture des débats. Elle ne peut le faire en appel ou en cassation.*

2. La voie de l'action

❖ La citation directe

- *Même condition que celle émise par le parquet. On admet cependant qu'elle ne contienne pas des conclusions expresses aux fins d'indemnisation, le chiffre réclamé pouvant n'être réclamé qu'à l'audience.*

❖ La plainte avec constitution de partie civile devant le JI

- *Moins formaliste : lettre écrite, datée, signée au JI, soit par déclaration verbale au magistrat Elle doit déclarer expressément qu'elle réclame des DI*

Article 86 CPP

⇒ Deux obligations :

- *Dépôt d'une consignation au greffe servant à garantir le paiement d'une amende civile. Si renvoi restitution. En cas de citation, c'est la même chose.*

- *Indication d'un point géographique de rattachement : une adresse, changement d'adresse. Faute de quoi elle ne peut opposer le défaut de notification des actes des actes qui auraient dû lui être notifiés. En cas de citation directe, la partie civile doit faire élection de domicile dans le ressort du tribunal saisi, à moins qu'elle n'y soit domiciliée.*

⇒ Domaines :

- *Crime : seule la plainte avec constitution de partie civile est possible*
- *Délit : choix sauf si le délinquant à moins de 18 ans ou qu'il est inconnu ou en fuite*
- *Contravention : citation directe*
- *Son choix est définitif.*

II. Effets de la constitution de partie civile

A. La victime est partie au procès pénale

- *Elle peut obtenir des dommages-intérêts en réparation du dommage subi. La juridiction est tenue de statuer sur sa demande. Elle ne peut être entendue qu'en présence de son avocat qui doit disposer de la procédure à partir du 4^{ème} jour ouvrable avant sa première audition. Elle a droit à certains actes, peut faire valoir des éléments de preuves.*
- Voies de recours :
 - *Appel des ordonnances du JI, et des jugements rendus sur les intérêts civils*
 - *Pourvoi en matière d'acquiescement ou d'absolution mais que sur les intérêts civils*
- *Elle ne peut plus témoigner mais seulement être entendue à titre de renseignements sans prestation de serment.*
- En cas d'échec, si elle avait prise l'initiative des poursuites :
 - *DI*
 - *Dénonciation calomnieuse*
 - *Amende civile*

b. L'action publique est mise en mouvement

1. Le principe

- *Mise en mouvement de l'action publique par la constitution de partie civile par la voie d'action.*

2. Les abus

- *Engorgement des tribunaux, et nuisance à certains individus. Elle devenait même un moyen de pression.*

3. Les remèdes

a) Remèdes propres aux abus de plaintes avec constitution de partie civile

❖ Mesures préventives

- *Lorsqu'elle est insuffisamment motivée le parquet peut prendre des réquisitions afin que le JI entende la partie civile. Il peut ensuite délivrer un réquisitoire contre personne non dénommée : la personne visée dans la plainte est alors entendue comme témoin. Sa mise en examen n'aura lieu que si des indices apparaissent ultérieurement.*
- **Article 190 CPP :** *la partie civile ne peut se constituer partie civile dont la première constitution avait aboutie à un non lieu, pour des charges nouvelles. Seul le MP le peut.*

❖ Mesures postérieures

- *Procédure en réparation et poursuite pour dénonciation calomnieuse.*

⇒ Conditions de fonds :

- *« information ouverte sur constitution de partie civile » désignant une personne expressément nommée (exclusion plainte simple, ou voie d'intervention ou citation directe)*
- *Une décision de non lieu (sauf amnistie)*
- *Constitution doit être fautive au sens de l'article 1382 CC*

⇒ Conditions de forme :

- *Dans les trois mois à dater de la décision de non lieu*
- *Devant le TC du lieu d'instruction de l'affaire*
- *Débat en chambre du conseil*
- *Décision en audience publique*
- *Appel et opposition possible*
- *Pourvoi possible*

ii. Remèdes concernant à la fois les abus de plainte et les abus de citation directe

- *Le prévenu peut réclamer des dommages et intérêts devant la juridiction de jugement.*
- *Poursuite pour dénonciation calomnieuse*
- *Amende civile jusqu'à 15000euros*